



National Archives

LE FABULEUX DESTIN DE Judah Benjamin

Par Daniel Weyns

LES PREMIÈRES ANNÉES

Judah Benjamin est le descendant de Juifs sépharades originaires d'Espagne, expulsés par l'édit de 1492. Quelques générations plus tard, un certain Mendes épouse une Juive hollandaise qui lui donnera trois filles dont Rebecca, la mère de Judah. La famille s'exile à Londres puis aux Caraïbes britanniques où Rebecca se marie avec Philip Benjamin. Leur fils Judah naît le 11 août 1811 à l'île Sainte-Croix. Comme celle-ci fait partie de l'empire britannique qui l'avait reprise aux Danois en 1807, Judah Benjamin est donc de nationalité britannique.

En 1813, aspirant à des conditions de vie meilleures, la famille tente sa chance et émigre en Caroline du Nord, à Fayetteville sur la rivière Cap Fear, où elle retrouve un oncle prénommé Jacob. Finalement, vers 1821, les Benjamin s'installent à Charleston (anciennement Charles Town) où, dès 1800, on dénombre la plus grande population juive du Nouveau-Monde. Par ailleurs, cette ville est la première à accorder le droit de vote aux citoyens juifs. De plus, à cette époque, Charleston est le plus grand port des États-Unis et un centre notoire pour la traite des esclaves. La famille Benjamin possède d'ailleurs plusieurs esclaves et le jeune Judah se lie d'amitié avec l'un d'eux, Hannibal, qui sera son serviteur pendant des années.

A onze ans, Judah est le témoin d'une révolte noire d'un certain Denmark Vesey et de ses conspirateurs qui voulaient rejoindre Saint-Domingue après avoir brûlé la ville. Les comploteurs sont trahis et vingt-deux Noirs, dont Vesey, sont pendus après un procès sommaire.

Un riche commerçant dénommé Moses, juif lui aussi, remarque que le jeune Judah possède d'indéniables aptitudes aux études. Il propose donc à ses parents de lui donner la meilleure éducation possible selon les critères du Sud de l'époque. Judah est ainsi envoyé à l'âge de quatorze ans à la Yale University, dans le Nord, afin d'y entamer une préparation aux études de droit. Il quittera cependant l'université pour achever ses études à La Nouvelle-Orléans.

LA NOUVELLE-ORLÉANS

Judah Benjamin arrive à La Nouvelle-Orléans avec cinq dollars en poche. À cette époque, de par son centre portuaire et commercial en pleine croissance, la ville est un

véritable pôle d'attraction. Entre 1830 et 1840, sa population passe de 50 000 à 100 000 habitants. Elle représente donc un choix d'exception pour une prometteuse carrière d'avocat, tant au niveau national qu'international.

Judah débute par une série d'emplois variés, travaillant comme clerc et donnant des cours à mi-temps. Il finit par être accepté comme stagiaire chez Greenbury Stringer, un notaire attaché à un cabinet de droit commercial. A l'époque, alors que Judah ne parlait que peu le français, un jeune avocat à La Nouvelle-Orléans se devait de maîtriser le code Napoléon. Il a la chance de devenir professeur d'anglais de la fille d'un Créole de la bonne société, Auguste Barthelemy St. Martin de la Caze, originaire de Saint-Domingue et gérant d'une société locale d'assurances. Après une révolte d'esclaves, sa famille avait perdu une grande partie de sa fortune lors de sa fuite du pays. L'élève de Benjamin s'appelle Natalie St. Martin. Elle est âgée de seize ans alors qu'il en a vingt et un. Après avoir réussi son examen d'entrée au barreau, il courtise Natalie et l'épouse finalement le 12 février 1833.

La famille de la mariée insiste pour qu'il se convertisse au catholicisme, ce qu'il ne fera pas mais consent à ce que les enfants issus du mariage soient élevés dans la foi catholique. Natalie n'apprécie guère le judaïsme et appellera toute sa vie son mari par son prénom français : Philippe. C'est ce prénom-là qui sera repris sur sa pierre tombale, et non son prénom juif : Judah.

Pendant trois ans, les Benjamin vivent avec leur belle-famille qui jouit d'une excellente réputation, à la rue de Chartres à La Nouvelle-Orléans. Peu de temps après, la mère de Natalie met au monde un fils qui se prénommera Jules. Plus tard, les Benjamin qui n'auront jamais de fils, le considéreront comme le leur. Une grande partie de la vie de Jules se passera auprès de Judah, soit aux Etats-Unis, soit en France. Par la suite, la famille St. Martin déménage rue Bourbon où les Benjamin louent une maison à côté de celle de leurs beaux-parents.

CARRIÈRE POLITIQUE

A la même époque, Judah Benjamin fait la connaissance des frères Tom et John Slidell. Il travaille comme avocat avec Tom Slidell sur l'étude très poussée des observations et commentaires sur les lois de la Louisiane, basées sur six mille affaires. Tom Slidell deviendra plus tard président de la Cour Suprême de la Louisiane et son frère John, le grand patron et le chef politique des démocrates de l'État. Originaire de New York et brillant avocat après des études effectuées à la Columbia University, il deviendra sénateur des États-Unis et, plus tard, ambassadeur des États-Unis au Mexique, sous la présidence de James Buchanan. Cette expérience lui sera d'une grande utilité lorsqu'il sera représentant des États confédérés auprès de la cour de Napoléon III. Il sera également le mentor politique de Judah Benjamin.

Entre-temps, afin de peaufiner ses connaissances du droit et de la jurisprudence en Louisiane, Judah rencontre des avocats de grande renommée en droit international. Par la suite et durant de nombreuses années, ses écrits serviront de référence. La panique bancaire de 1837 paralyse les affaires à La Nouvelle-Orléans et donc aussi celles de Judah Benjamin mais, en 1839, son cabinet d'avocats prend de l'expansion de façon spectaculaire. Son traité sur les lois et la jurisprudence de la Louisiane est un succès immédiat. Cela le met en contact avec un groupe de politiciens importants qui planifient la construction de la première voie ferroviaire de l'État.

Autant la carrière de Benjamin prend de l'allure, autant son mariage bat de l'aile. Sa femme se replie sur elle-même, c'est le prix qu'elle paie pour sa solitude, le succès et la

négligence de son mari. L'acquisition de la plantation *Belle Chasse* semble être la solution au problème matrimonial. Il s'agit d'une propriété convenant parfaitement au standing des Benjamin. Elle permet à Natalie d'être éloignée de sa belle-famille et de pouvoir divertir les hommes qu'elle apprécie, surtout des Français, loin des préoccupations politiques et juridiques de son mari.

Pour obtenir une certaine notoriété politique en Louisiane, un homme devait être propriétaire d'une plantation, de terrains et d'esclaves, afin d'espérer obtenir les votes de ses concitoyens. Judah se transforme donc en *gentleman-farmer* et s'intéresse à la production de la canne à sucre dont il introduit des variétés nouvelles, ramenées lors d'un voyage. L'exploitation de sa plantation nécessite la main-d'œuvre de cent-quarante esclaves. Benjamin ne tint jamais de registre des esclaves qu'il possédait. Il était bien au courant des lois et des prises de position d'autres pays en la matière. La Grande-Bretagne avait d'ailleurs abolit l'esclavage dès 1830.

Il développe avec son associé de nouvelles techniques et sa plantation prend de l'essor. Cependant, ses contacts avec les esclaves de la plantation le rendent critique quant à leur situation. Bien entendu, la condition des Noirs dans les plantations était bien plus précaire que celle de ceux dans les villes. Néanmoins, au début du XX^e siècle, les descendants d'esclaves de la plantation *Belle Chasse* rapportèrent que leurs aïeux n'avaient eu que des louanges pour l'ancien propriétaire des lieux.

La réputation de l'avocat prend une belle envolée lors de l'affaire du *Creole*, un navire qui transportait du bois d'ébène, sur lequel éclata une révolte d'esclaves qui parvinrent à s'évader vers une île britannique. Ils seront pratiquement tous libérés à l'exception des instigateurs qui seront jugés sur place. Les propriétaires réclament en effet des dommages auprès des assureurs pour éponger leurs pertes. Dans cette affaire, Judah Benjamin est le conseil des assureurs. Il parvient à faire débouter les demandeurs sur base, entre autres, du principe que ceux-ci avaient pris un trop grand risque en entassant les esclaves dans des endroits trop exigus et en les poussant à l'émeute à la suite de la cruauté de l'équipage lors du voyage de Virginie vers La Nouvelle-Orléans.

En 1842, grâce au soutien des Slidell, Benjamin est élu membre de la *Louisiana Constitutional Convention* et, après la guerre de 1846 avec le Mexique, il est nommé représentant du gouvernement fédéral pour l'attribution des terres saisies au Mexique et en Californie. Il devient également le porte-parole des commerçants intéressés par le développement des lignes ferroviaires entre La Nouvelle-Orléans et le Nord. Il en appelle à ce sujet au secrétaire d'État Daniel Webster et au président Millard Fillmore, auquel il rendra visite à Washington.

Forts de tous ses succès professionnels et politiques, Benjamin émerge comme le candidat principal de la Louisiane au Sénat américain. Il est élu à la grande majorité grâce à la machine politique du parti démocratique de John Slidell, un épiscopalien qui sera lui-même erronément traité de Juif à cause de son soutien à Benjamin. Diverses circonstances amènent Judah à vendre sa plantation *Belle Chasse* et à acheter ou occuper une maison à La Nouvelle-Orléans et une autre à Washington.

On prétend à tort que Judah Benjamin fut le premier sénateur juif des États-Unis. Avant lui, il y eut le sénateur David Levy Yulee de Floride, un fervent orateur esclavagiste qui prétendait être le descendant d'un prince marocain. Il se convertit au catholicisme après son mariage avec la fille du gouverneur de l'État du Kentucky. Concrètement, Benjamin est bel et bien le premier sénateur juif se déclarant comme tel.

WASHINGTON : DUEL AU SÉNAT

Le 4 mars 1853, lorsque Franklin Pierce devient président des États-Unis, une douzaine de sénateurs prêtent serment, parmi lesquels Judah Benjamin de Louisiane, Stephen Douglas de l'Illinois et Sam Houston du Texas. Ils doivent remplacer les grands orateurs Daniel Webster, Henry Clay et John Calhoun, tous décédés au cours des trois années précédentes. Jefferson Davis était déjà en place. Il était considéré comme pro-esclavagiste mais comme il avait soutenu la candidature de Pierce, ce dernier le récompensa en le nommant ministre de la Guerre.

Davis élit domicile à l'*Everett House*. Benjamin s'installe avec deux autres sénateurs sudistes dans une maison bourgeoise où des membres de bonne famille du Sud se rassemblent pour partager leurs idées et leurs points de vue. Peu de temps après, il reçoit une invitation à dîner à la Maison Blanche où il se retrouve aux côtés de Jefferson Davis et de sa femme Varina. Ainsi qu'il le relate dans une de ses lettres, ils lui font bonne impression. Cependant, durant cette première rencontre, une certaine tension naît entre les deux hommes. Celle-ci perdurera pendant leur séjour à Washington. En fait, en tant qu'imminents leaders du Sud, ils s'observent et s'évaluent constamment, prenant soin de ne pas trop se confier aux autres politiciens, chacun restant sûr de lui, tout en respectant l'autre. La réputation de Benjamin ne fait que croître en tant qu'orateur très en vue dans le Sud. Fin 1852, après son élection au Sénat, le président lui propose un siège à la Cour Suprême, réservé à un Sudiste. La confirmation de sa candidature par le Sénat est chose faite. Cependant, il décline l'offre, préférant la scène politique à l'institution sénatoriale.

Peu après sa nomination au poste de secrétaire à la Guerre, Sam, le fils de Davis meurt de la fièvre jaune, maladie qui lui a déjà enlevé sa première épouse. Il est inconsolable et, pendant des semaines, ère la nuit dans sa maison. Son influence s'était considérablement accrue auprès du président Pierce, un homme de caractère faible. En 1854, il convainc ce dernier de promulguer le *Kansas-Nebraska Act* qui annule le compromis de 1850 et permet de ce fait l'extension de l'esclavage dans les nouveaux territoires. La réaction politique est brutale, rouvre d'anciennes blessures et élargit les divisions entre le Nord et le Sud. Elle entraîne la création du parti républicain, ravive la carrière d'Abraham Lincoln et est à l'origine d'une guerre civile sanglante au Kansas. À La Nouvelle-Orléans, les whigs se séparent des républicains pour fonder le parti *Know Nothing*. Benjamin transfère son allégeance au parti démocratique. Lui et John Slidell prennent en main l'organisation des *Buccaneers*, un groupe qui s'accapare de la convention nationale démocrate afin de faire nommer James Buchanan à la présidence.

Entre-temps, les tensions entre le Sud et le Nord s'amplifient. Un des faits les plus saillants est, sans nul doute, l'âpreté des débats entre Judah Benjamin et William Seward, démocrate de l'État de New York. Ce dernier est le seul politicien envers lequel Benjamin, pourtant grand diplomate, affiche son dédain en public. Pendant la guerre, ces deux hommes occuperont chacun le poste de secrétaire d'État. L'un et l'autre deviendront les premiers confidents de leur président respectif avec qui ils auront d'abord eu des relations peu cordiales. Après la guerre, Seward essaiera encore d'en découdre avec Benjamin, mais en vain.

Les débats au Sénat incluent entre autres, la proposition de Benjamin de présenter la question du *Kansas-Nebraska Act* à la Cour Suprême, ce que les Nordistes veulent éviter à tout prix, arguant que le Sud était bien trop excité et peu raisonnable alors que le Nord se présentait toujours comme calme et rationnel. La proposition de Benjamin était bien réfléchie puisque, quelque temps plus tard, l'arrêt *Dred Scott* de la Cour Suprême

argumenta que le Congrès ne pouvait pas mettre l'esclavage hors-la-loi dans les territoires sous sa juridiction, confirmant ainsi que le Sud avait un avantage à la Cour, comme le suspectait le Nord.

Après l'élection de Buchanan, par l'intermédiaire de John Slidell, Benjamin essaye de briguer le poste d'ambassadeur en France, afin d'être plus près de sa famille à Paris. Au même moment, Slidell tentait d'obtenir la même fonction en Espagne pour le mari de sa nièce, August Belmont, un avocat de New York qui représentait la famille Rothschild. Les deux candidats sont d'origine juive. Finalement, Belmont décline l'offre pour l'Espagne, qui est ensuite présentée à Benjamin qui la refuse également. C'était pourtant une belle occasion de retourner dans le pays qui avait évincé sa famille quelques générations auparavant !

En 1858, un épisode déplaisant oppose Benjamin et Davis au cours d'un exposé de routine du secrétaire à la Guerre concernant l'acquisition d'un certain type de fusil. Se considérant comme un expert en la matière, Davis prend très mal la question du sénateur louisianais relative aux modalités de cet achat qui s'élevait tout même à plus de 100 000 dollars, à savoir sur quel budget cette somme sera allouée. Davis répond d'une façon arrogante et hautaine à côté de la question. Le débat s'envenime à un point tel que Davis murmure, mais assez fort que pour être entendu de tous, qu'il y n'y a aucun doute sur le fait que la question est posée par un avocat rémunéré pour intervenir sur ce sujet ! Benjamin s'enquiert de savoir si les propos de Davis ont bien été entendus par tous les sénateurs ; après quoi, il dépose plainte auprès du bureau du Sénat pour langage outrageux et diffamatoire. Avant que celle-ci soit prise en considération, Davis retourne au prétoire et se rétracte publiquement devant l'assemblée en présentant ses excuses. Benjamin les accepte, précisant qu'il avait été blessé par la teneur des remarques venant d'un homme qui avait toute son estime et son admiration.

Chaque année pendant ses six ans en qualité de sénateur, Benjamin rend visite à sa femme et sa fille Ninette à Paris. Pour le reste, il entretient une correspondance assez étoffée avec son épouse. Des années plus tard, il détruit son courrier mais une ligne d'une de ses lettres subsiste encore aujourd'hui : *Oh ne me parlez pas d'économie, c'est tellement fatigant !* Dès ses débuts de sénateur dans la capitale fédérale, Benjamin met les petits plats dans les grands pour faire venir sa femme à Washington. Il prépare sa venue comme un jeune marié. Il dépense une fortune pour décorer et meubler la maison *Decatur*. La haute société de Washington est prévenue de l'arrivée de la belle Parisienne. Le résultat est un cauchemar... Des rumeurs en provenance de Paris concernant ses amants et sa vie conjugale déréglée l'avaient précédée. Les dames de bonne compagnie et les mondaines accueillent madame Benjamin dans sa nouvelle maison. Leur réception est, selon la chronique de l'époque, d'une froideur extrême et elles rentrent très choquées chez elles. Par la suite, elles chercheront à comprendre pourquoi les gens de Washington ne sont jamais invités aux dîners de la Créole, alors que le corps diplomatique, et surtout la légation française organise des banquets raffinés, somptueux et élégants. Elles sont ravies d'apprendre que la Parisienne a décampé deux mois après son arrivée et la seule nouvelle qui leur parvient est l'annonce de la vente publique de la vaisselle, des meubles, des décorations et des tableaux de la demeure de son mari à nouveau délaissé. Pendant un bon bout de temps, les escapades de la Créole continuent à alimenter les ragots de la bonne société de la capitale. Cette vente publique dut être une terrible humiliation pour Benjamin, même s'il fut soulagé d'être à nouveau débarrassé d'une épouse plutôt encombrante !

En octobre 1859, le raid de John Brown sur Harper's Ferry visant à provoquer la rébellion des esclaves de la ville, constitue l'amorce désormais inéluctable de la

sécession de certains États, alors que nombreux sont ceux qui espèrent encore pouvoir éviter la guerre. Davis et Benjamin mettent tout en œuvre pour bloquer la candidature du démocrate Stephen Douglas de l'Illinois à la présidence du pays parce qu'il n'hésite pas à défendre ses points de vue doctrinaux sur l'extension de l'esclavage dans les nouveaux territoires. A la suite du clivage entre démocrates, ils ouvrent ainsi la voie à l'élection de celui que Douglas avait battu lors de la course au Sénat de 1858, Abraham Lincoln, un politicien alors à peine connu sur le plan national. L'élection de ce dernier sur la base d'une plateforme anti-esclavagiste, est considérée par le Sud comme la preuve ultime que la cohabitation avec le Nord n'est plus possible et que chacun doit poursuivre son propre destin.

Davis tente de ralentir le processus. Il est aidé par Benjamin qui se trouve à ce moment-là en Californie pour régler une affaire de son cabinet. En fait, une majorité de Sudistes, surtout dans les villes, est opposée à la Sécession mais le vent a tourné. Le 20 décembre, la Caroline du Sud fait sécession, bientôt suivie par la Louisiane, balayée par un courant que Judah Benjamin ne peut contenir.

Le discours d'adieu que Benjamin prononce le jour de la Saint-Sylvestre est considéré par les historiens comme un des plus remarquables dans l'histoire du Sénat des États-Unis. Cette plaidoirie pour une sécession sans guerre entre frères est un moment de tragédie et de gloire. L'enthousiasme du Sud pour ce discours est contré par le venin du Nord qui considère le support de Benjamin et d'autres Juifs du Sud comme ignoble et déloyal, ... *une caractéristique de ce peuple juif*. Après la sécession de la Louisiane, Judah Benjamin et John Slidell se retirent du Sénat, le 4 février.

Benjamin fait partie du petit groupe de modérés qui essaye de sauvegarder l'Union, mais qui ne peut pas accepter de compromis à cause de l'esclavage. Cette arrière-garde croit dans un Sud fort faisant partie d'une Union décentralisée. La plupart des Sudistes ne souhaitent pas la guerre et Benjamin a certainement dû se demander comment l'histoire jugerait ceux qui avaient voulu gagner du temps afin de trouver un terrain d'entente sans effusion de sang.

LE PRINCE NOIR DE LA CONFÉDÉRATION

Davis retourne dans sa plantation *Brierfield*, pour jouir du calme avant la tempête, bien déterminé à rejoindre l'armée confédérée comme général en chef et à conduire le Sud dans la bataille. Mais lors de la convention des États sudistes à Montgomery dans l'Alabama, le héros de Buena Vista est unanimement élu président de la Confédération. Ce choix semble judicieux : Davis est un officier issu de West Point, il possède la réputation d'un militaire accompli et avait été sénateur avant de devenir secrétaire à la Guerre. Sa femme se fait néanmoins du souci : elle est convaincue que son mari est un génie militaire, mais elle craint qu'il ne possède pas l'entregent d'un organisateur adroit.

Pour des raisons politiques et après moult débats, il est décidé que chaque État sécessionniste doit avoir au moins un représentant au gouvernement confédéré. Il était presque normal que comme éminent juriste, Benjamin devienne ministre de la Justice. Sur les marches du capitole de Montgomery, une étoile de David marque l'endroit où le président Davis prêta serment. Personne ne sait comment cette étoile est arrivée là et d'aucuns affirment tout simplement que c'est l'empreinte de la Confédération que laissa Judah Benjamin.

Les membres du cabinet confédéré sont :

- Alexander Stephens, vice-président, de la Géorgie
- Robert Toombs, secrétaire d'État, de la Géorgie

- Christopher Memminger, secrétaire aux Finances, de la Caroline du Sud
- Leroy Pope Walker, secrétaire à la Guerre, de l'Alabama
- Stephen R. Mallory, secrétaire à la Marine, de la Floride
- Judah P. Benjamin, ministre de la Justice, de la Louisiane
- John H. Reagan, ministre des Postes, du Texas

Seuls Mallory et Reagan resteront à leur poste pendant toute la durée de la guerre ; Benjamin occupera plusieurs fonctions.

Bien que le poste de ministre de la Justice fut considéré par certains comme une fonction secondaire dans le cadre du conflit qui s'annonçait, Benjamin s'attèle néanmoins à organiser au mieux le cadre structurel d'un système juridique devant se déployer dans une logique de guerre. Cela ne l'empêche pas de se mêler de politique générale et de suggérer au cabinet confédéré l'achat immédiat de 100 000 balles de coton et leur envoi en Angleterre. Selon lui, il serait alors possible d'acheter 150 000 fusils et leurs munitions avec une partie du produit de la vente ; le reste du coton servirait de base de crédit auprès des banques. Personne ne l'écoute cependant, le cabinet ridiculisant l'idée d'une guerre longue et soutenue. Davis et d'autres membres du gouvernement veulent plutôt contrer le blocus nordiste par un embargo sur le coton, le leurre du *King Cotton*, qui contraindrait les Britanniques et les Français à reconnaître la Confédération.

Alors que certains ministres du nouveau cabinet s'affairent à leur tâche en dilettante, Benjamin demeure constamment à la disposition de Davis. Il devient en quelque sorte son chargé d'affaires, s'occupant des gens en quête d'un emploi et d'autres requêtes en tous genres, libérant ainsi le président pour qu'il puisse s'occuper d'affaires bien plus importantes. Au cours du printemps, Davis et Lincoln tentent de gagner du temps quant au statut des États qui n'ont pas encore fait sécession. Finalement la Caroline du Nord, le Tennessee, la Virginie et l'Arkansas rejoignent la Confédération alors que le Missouri, le Kentucky, le Delaware et le Maryland restent dans l'Union.

La Confédération décide la mise sur pied d'une armée de 100 000 hommes, créant ainsi un énorme besoin en armes, munitions, uniformes et autres nécessités. Comparé au Nord, le Sud ne possédait que 10 % de ses usines et manufactures, moins d'un tiers de son capital bancaire et moins de la moitié de son réseau ferroviaire. Il n'avait pas de marine ni de moyens techniques et financiers pour en créer une. L'arrivée des derniers États esclavagistes nécessite le transfert de la capitale Montgomery à Richmond, à proximité des théâtres de la guerre et également de Washington, ce qui ne plait pas à tout le monde. D'emblée, le Sud adopte une stratégie défensive. Elle ne peut gagner la guerre qu'en ne pas la perdant pas.

Benjamin s'installe avec son beau-frère Jules St. Martin à la maison *Davenport* sur Main Street à Richmond. Jules trouve un emploi au Ministère de la Guerre. Le député Duncan Kenner de la Louisiane, un bon ami de longue date et un homme cultivé qui avait parcouru le monde, emménage avec eux. Ensemble ils forment le « mess » de la délégation de la Louisiane. Le 16 avril 1861, Benjamin envoie ses félicitations au général Beauregard, éminent Créole de La Nouvelle-Orléans comme lui-même, pour son assaut et la prise de Fort Sumter.

Il s'avère très vite que le ministre de la Guerre Walker, un gentleman de l'Alabama, ne fait pas le poids car il est mal organisé, travaille peu et se révèle inapte à gérer ses attributions. Benjamin, qui jouit d'une réputation d'excellent gestionnaire, fréquente sans cesse son ministère afin de l'aider dans l'organisation de ses fonctions.

A la mi-juillet, le général fédéral McDowell avance avec 31 000 hommes sur Manassas en Virginie. Les Sudistes les y attendent avec un contingent similaire. Ils

mettent les Nordistes en déroute mais ne les poursuivent pas. Ils ratent là une possible opportunité de parvenir aux portes de Washington et peut-être même de s'emparer de la ville. La question reste donc posée : le Sud aurait-il pu gagner son indépendance par cette seule bataille de Bull Run/Manassas ? Non, car il manquait cruellement de vivres, de matériel militaire et d'organisation pour une poursuite d'envergure. La presse pointe du doigt l'inefficacité du Ministère de la Guerre et Benjamin reprend les fonctions de Walker avec la bénédiction du Sénat confédéré. Son principal atout est sa loyauté envers le président. C'est un travailleur infatigable et un excellent administrateur, ce qui permet à Davis d'être, de facto, en tant qu'ancien militaire, le véritable ministre de la Guerre. Cette situation convient parfaitement à Benjamin qui est bien conscient que, faute d'expérience dans le monde militaire, il doit faire appel à Davis afin de se faire entendre des états-majors dont la popularité est au zénith à la suite de la première grande victoire de la guerre. Dès le début, il se rend compte que les succès du Département de la Guerre vont de pair avec les relations que le Département des Affaires étrangères maintient avec les autres nations pour ses importations de matériel civil et militaire.

Moins d'un mois plus tard, Benjamin se querelle avec le général Beauregard. De sa propre initiative, ce dernier veut envoyer un lieutenant à Richmond afin de recruter des volontaires pour une batterie de fusées. Benjamin constate que cette démarche enfreint les directives du Ministère de la Guerre et ne peut l'avaliser. Beauregard, dont l'orgueil est à son comble à la suite de son triomphe à Manassas, envoie à Davis une lettre sulfureuse concernant « le bureaucrate » qui lui dicte la voie à suivre, et dans laquelle il attaque personnellement Benjamin sur le plan légal. Davis lui répond sur un ton agressif que ce n'est pas à lui de décider de ce genre d'intervention. Avant de recevoir la réponse du président, Beauregard a déjà cogité une autre idée qui va tirailler Davis. Arguant que l'on aurait dû immédiatement attaquer Washington après Manassas, il propose de fusionner l'armée de la Shenandoah de Joseph Johnston avec celle du Potomac, sous ses ordres, et de prendre le commandement des ces deux armées avec la latitude de choisir lui-même son état-major et d'autres officiers. Davis répond immédiatement qu'il est hors de question qu'un général prenne ce genre de liberté et informe aussitôt Benjamin qu'il ne peut pas accéder à ce genre de requête. Enragé, Beauregard s'adresse à nouveau à Davis, mais entre-temps, ce dernier avait été mis au courant de l'existence d'un complot qui visait à le destituer et à permettre à Beauregard de s'emparer de la présidence. Au-delà de son antipathie pour ce dernier, Davis estime que l'indépendance des généraux est une formule qui garantit le chaos dans les plus brefs délais. Il soutient donc Benjamin au cours de cette polémique avec les militaires.

D'autres problèmes se pointent à l'horizon. Chaque ville côtière qui se trouve menacée par la marine fédérale réclame de pouvoir retenir ses propres troupes pour la sauvegarde de son territoire. Les désaccords avec les différents gouverneurs des États résultent des choix à faire, et quels qu'ils soient, ils sont toujours sujets à critique. C'est le cas de Savannah en Géorgie ainsi que de La Nouvelle-Orléans.

Toutes ces péripéties ont pour effet de rapprocher davantage Davis de Benjamin, le président s'appuyant désormais constamment sur son secrétaire à la Guerre. Les deux comparses travaillent ensemble douze à quatorze heures par jour, ce qui produit des effets néfastes sur la santé de Davis. Des migraines, des nausées et une vue défaillante en sont les conséquences directes. Heureusement, les caractères des deux hommes sont complémentaires : alors que Davis manifeste de plus en plus de sentiments contradictoires et d'états d'âme, Benjamin demeure inlassablement d'un optimisme hors du commun.

Malgré son talent et sa loyauté, Benjamin est logé à la même enseigne que son

prédécesseur. Les désastres semblent parvenir de partout, sur le front de la Virginie et celui de l'Ouest où Grant expulse les Confédérés du Kentucky et du Tennessee. Le seul succès tout relatif est l'affaire du *Trent* qui envenime les relations entre le Nord et la Grande-Bretagne. Les commissaires sudistes Slidell et Mason avaient pris le même navire pour forcer le blocus nordiste et, arrivés à La Havane, s'étaient embarqués pour la Grande-Bretagne sur le *Trent*, pensant que le pire était derrière eux. En chemin, un navire de guerre fédéral intercepte le navire et arrête les deux diplomates qui sont transférés à Fort Warren dans le Massachusetts. Pour Davis et Benjamin, c'est la bourde diplomatique rêvée. Enragée, la Grande-Bretagne envoie aussitôt 8 000 soldats au Canada tout en exigeant des excuses du gouvernement nordiste. Lincoln est coincé car aucun président des États-Unis ne peut s'excuser devant les Britanniques ni accéder à leur demande. Davis proteste avec véhémence contre cet acte de piraterie et finalement, à la suite de pourparlers discrets, les deux ambassadeurs confédérés sont libérés après deux mois de détention.

Benjamin voit grandir l'impatience de Davis envers son secrétaire d'État Robert Hunter. Ses propos et ses opinions sont pratiquement toujours à côté de la plaque et, finalement, Davis lui fait comprendre que s'il désirait son avis, il le lui demanderait. Hunter avait été le candidat favori de son État pour la présidence, et ce genre de remarque ne peut qu'entraîner la démission du Virginien.

Durant cette période, Davis est informé par le Département de la Guerre que le Congrès propose de voter une motion de confiance envers Benjamin et de demander sa démission à la suite de la débâcle de Roanoke. Davis refuse cette idée farfelue et nomme son loyal ministre au poste de secrétaire d'État. En fait, la décision est la logique même : Benjamin est l'homme idéal pour s'occuper des affaires étrangères. C'était un avocat compétent en droit international, qui avait mené de multiples négociations commerciales dans ce domaine. Diplomate rusé et avisé, il avait beaucoup voyagé à l'étranger, parlait couramment le français et l'espagnol et avait passé plus de temps à Paris qu'à Richmond. Il est maintenant grand temps d'agir sur le plan international et de tenter d'impliquer les autres nations dans le conflit qui se déroule sur le continent Nord-américain. L'urgence n'est pas la stratégie mais bien le matériel de guerre qui fait cruellement défaut. L'objectif est de faire intervenir la France et la Grande-Bretagne, de forcer le blocus fédéral, d'ouvrir un second front maritime et d'obtenir des crédits en Europe afin de pouvoir acheter de l'équipement militaire.

Benjamin et Davis se rendent compte des énormes difficultés à surmonter. En effet, depuis toujours, le gouvernement US avait su manipuler la politique européenne. Ils doivent donc tenter d'exploiter la suspicion des Britanniques envers les Nordistes, sachant que Lord Russel, ministre des Affaires étrangères, et le Premier ministre Palmerston rêvent de diviser les États-Unis en deux nations. Le problème avec Palmerston est, que dans les années 1820, il avait introduit au Parlement la première pétition contre l'esclavage et avait mené campagne pour son abolition. Palmerston userait du prétexte de l'institution particulière pour ne pas s'ingérer dans les affaires de la Confédération sudiste. La réalité est que la Grande-Bretagne est tellement suspicieuse des Français, des Russes et des Allemands qu'elle craint que si elle envoyait des troupes en Amérique du Nord, Napoléon III ou un autre monarque risquerait de déclencher une guerre en Europe ou dans une autre partie du monde. La classe élitiste anglaise est certes favorable au Sud, mais la classe populaire l'est pour le Nord. Napoléon III, conspirateur de nature et personnage astucieux, a pour sa part des projets ambitieux pour la France ainsi qu'une tradition impérialiste à maintenir. De plus, la cour française raffole des intrigues. Sa femme, l'impératrice Eugénie plaide en faveur d'une France qui

contrôlerait le trône du Mexique. Finalement, il faut encore tenir compte d'un autre individu incertain, le Duc de Morny, demi-frère de l'Empereur.

Face à ce contexte politique, Davis estime que John Slidell est l'homme de la situation. Il pense que si Slidell et Benjamin avaient été capables de maîtriser la politique de la Louisiane, ils peuvent en faire autant en France. Napoléon veut aider le Sud car un succès confédéré affaiblirait la doctrine Monroe, l'aiderait à s'emparer du Mexique et rétablirait les Français en Amérique du Nord. Cependant, il n'ose pas agir militairement contre le Nord sans l'appui de la Grande-Bretagne, mais finalement le fait que les Britanniques soient préoccupés par la puissance des États-Unis l'arrange bien.

En outre, Davis se rend compte qu'il a mal réagi à la proposition de Benjamin d'envoyer des balles de coton en Europe et que l'embargo sur le coton qu'il avait mis en place avait joué en faveur du Nord. En effet, la Grande-Bretagne s'était tournée vers l'Inde pour son approvisionnement en coton. En fait, en agissant de la sorte, le Sud avait aidé le Nord à l'isoler de l'Europe. Benjamin doit maintenant persuader les Européens de revenir s'approvisionner en or blanc sudiste. De plus, la Confédération est confrontée au brillant secrétaire d'État US, William Seward, qui avait toujours gardé une rancœur envers Benjamin. Tout ce que le Sud entreprendrait serait contré par Seward, soit avec de l'or, soit avec des menaces de guerre ou encore un embargo sur le blé nordiste qui était vital à la Grande-Bretagne.

Davis nomme alors Georges Randolph au Département de la Guerre, ce qui s'avérera être un bon choix. Il fait entrer le général Lee au gouvernement ; celui-ci sera responsable des opérations militaires sous son autorité personnelle. Il pense ainsi que l'arrivée des deux Virginiens au gouvernement apaisera les adversaires de Benjamin. La nomination de Lee n'enthousiasme pas grand monde. Il n'a pas encore la réputation qu'il aura à la fin de la guerre. En fait, sa carrière ne représente pas grand-chose. Il avait passé trente ans dans l'armée pour ne devenir que lieutenant-colonel avec un salaire annuel de 1 200 dollars. On le surnommait *King of Spades* (roi des pelles) en l'honneur des tranchées creusées et des fortifications érigées par ses troupes, mais non pas pour ses lauriers récoltés au champ de bataille.

RICHMOND

Entre-temps, la menace permanente d'une attaque de McClellan assombrit le climat à Richmond. La capitale avait été spécifiquement déplacée de Montgomery dans la capitale de la Virginie pour sauvegarder la Tredegar Iron Works. Plus de 1 200 personnes y travaillent, principalement des esclaves, soit 20 % de la force ouvrière de la ville. La préservation de cette fonderie de canons était cruciale pour la survie du Sud. Finalement la campagne de la Péninsule aux abords de Richmond se termine par la retraite de McClellan, en réduisant quelque peu la pression sur la ville.

En France et en Grande-Bretagne, les deux ambassadeurs confédérés engrangent moins de succès. La diplomatie suit la logique des batailles et le manque de victoires spectaculaires se fait ressentir. Les ministres européens des affaires étrangères demeurent en position d'attente. Quand son vieil ami, le comte Henri Mercier, ambassadeur de France à Washington, lui rend visite à Richmond, Benjamin profite de l'occasion pour lui exprimer toute la sympathie qu'il a pour son pays et l'espoir que le Sud pourra bientôt faire des affaires avec lui, ce que Mercier rapporte à Napoléon III. La chute de La Nouvelle-Orléans avait choqué les sympathisants parisiens en apprenant les brutalités du général fédéral Butler envers la population de la cité. Paris se fait des soucis pour Richmond et pense que la guerre se terminera bientôt par une défaite

sudiste.

John Slidell envisage de résider en permanence à Paris. A l'âge de 42 ans, il avait épousé une Créole de 20 ans, issue d'une des grandes familles de La Nouvelle-Orléans. Tous deux parlaient un français impeccable et étaient en contact permanent avec Natalie Benjamin et sa fille. Tout ce petit monde était régulièrement invité par l'impératrice Eugénie. La fille aînée des Slidell était fiancée au baron Erlanger, directeur de la banque juive parisienne du même nom.

Maintenant que la Virginie peut à nouveau respirer, Davis, Benjamin et Lee estiment que pour relancer les Européens il faut remporter une victoire décisive dans le Nord. Lee organise alors une incursion au Maryland qui se terminera par la bataille d'Antietam. À la suite du succès confédéré devant Richmond, Slidell redouble d'efforts auprès de Napoléon. Comme il avait été auparavant ambassadeur au Mexique, il incite l'Empereur à prendre des initiatives dans ce pays en espérant ainsi détourner l'attention et les efforts des Nordistes, le président Juarez étant un allié de Lincoln. Malgré ces suggestions, la France préfère attendre les réactions du gouvernement britannique que James Mason, l'aristocrate et riche planteur virginien, tente d'amadouer, mais sans succès. En fait, le choix de Mason par Davis n'aurait pu être pire. C'était un défenseur rabique de l'esclavage, qui avait prôné son extension dans les nouveaux territoires. Les Britanniques l'ignorent, sur quoi il offre sa démission à Davis.

Alors que les Européens attendent le résultat de la campagne de Lee dans le Nord, des soldats fédéraux en quête d'objets de valeur dans un campement abandonné par l'armée confédérée, découvrent par hasard un document apparemment important qui enveloppe trois cigares. Il s'agit du plan d'attaque sudiste au Maryland. McClellan en est aussitôt informé, mais il est si lent à en exploiter les données que Stonewall Jackson se demande ce qui se passe car il se rend finalement compte que son plan d'attaque a été découvert. Aidé par Lee, Jackson réussit à regrouper l'armée confédérée à la bataille d'Antietam qui ne se solde que par un demi-désastre. Le coût humain de la campagne est de 11 000 tués et blessés pour le Sud et 12 000 pour le Nord. Hélas, pour les rebelles, les pertes sont difficilement remplaçables.

Cinq jours plus tard, le 22 septembre 1862, le président Lincoln promulgue sa proclamation d'émancipation des Noirs. Pour Richmond, celle-ci suscite le cauchemar d'un soulèvement des esclaves. Davis déclare la proclamation illégale mais le mal est fait. Le doute subsistera dorénavant quant à la loyauté des esclaves envers le Sud.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'emprunt de la banque Erlanger qui avait été négocié par Slidell pour financer la Confédération, n'est en fait qu'une spéculation sur le prix du coton. La vente des obligations Erlanger est un fiasco, en partie à cause des manipulations et des ingérences de Seward auprès des Européens. Pour arriver à ses fins, ce dernier avait même menacé le Premier ministre Palmerston de couper les livraisons de blé à la Grande-Bretagne et d'intervenir militairement au Canada. Une désillusion de plus pour Benjamin !

LES DEFAITES FATIDIQUES : VICKSBURG ET GETTYSBURG

Les Confédérés remportent la bataille de Chancellorsville, mais y perdent le général Stonewall Jackson. Cette défaite inquiète Lincoln à un point tel qu'il enjoint les généraux Grant et Sherman de s'emparer de Vicksburg, le Gibraltar du Sud. Le cabinet confédéré débat l'idée d'envoyer ou non Lee à l'ouest afin de lever le siège de Vicksburg, mais le général présente un plan plus audacieux : attaquer à nouveau au Nord, en Pennsylvanie, forçant ainsi Lincoln à rappeler Grant pour défendre

Washington et incitant ainsi les pays européens à reconnaître la confédération sudiste. Au même moment, Lincoln remplace le général Joe Hooker par le général George Meade qui met immédiatement en marche les 94 000 hommes de l'armée du Potomac pour contrer Lee. La bataille de Gettysburg fait rage pendant trois jours. Le Nord perd 23 000 hommes et le Sud plus de 20 000, soit un tiers de son armée. Le 3 juillet 1863 marque un tournant dans la guerre ; le même jour, Vicksburg tombe aux mains de Grant. Et ce n'est pas fini. Le général Joe Johnston est contraint d'évacuer l'État du Mississippi. Entre-temps, à la mi-1863, Benjamin approche le lieutenant-colonel Fremantle des Coldstream Guards britanniques afin qu'il informe Washington que la Confédération ne souhaite qu'une chose : s'autogouverner selon les termes du Nord. Cette requête ne sera suivie d'aucune réaction.

A Richmond, le cabinet évoque la possibilité d'armer les esclaves en échange de leur liberté. Le risque est jugé trop élevé. Les défaites de Gettysburg et de Vicksburg ont, bien entendu, un impact sur les positions politiques des gouvernements européens. Benjamin est dépité par les agissements de Napoléon III qui avait mis Maximilien sur le trône du Mexique et avait concocté un plan surnois pour permettre au Texas de se joindre au Mexique. De même, l'attitude des Britanniques devient franchement hostile quand Benjamin accède à la demande de Mason de quitter Londres et de rejoindre Slidell à Paris, ce dernier étant dégoûté par les manipulations de la cour française. Quelques mois plus tard, Davis et Benjamin décident de rappeler tous leurs agents consulaires de Grande-Bretagne alors que cette dernière, par la voie de son consulat à Savannah, interdit à ses ressortissants de se joindre à l'effort de guerre confédéré.

Pendant ce temps, le Nord met les bouchées doubles. L'Union offre 500 dollars à tout homme qui décide d'immigrer aux États-Unis et de se battre pour les Fédéraux. Plus de 75 000 individus répondent de façon enthousiaste à l'appel car, selon eux, il est préférable de se battre que de mourir de faim en Europe. A cet égard, les dernières images du film *Gangs of New York* retracent cet épisode où on voit des immigrants débarquer d'un navire britannique pour rembarquer aussitôt sur un bateau yankee, uniforme bleu sur le dos et fusil à l'épaule.

En automne 1863, la victoire de Chickamauga dans le sud du Tennessee et le nord-ouest de la Géorgie n'apporte que peu de consolation ; 18 000 soldats confédérés sont mis hors de combat. Suivent alors la défaite de Lookout Mountain en Géorgie et la prise de Chattanooga au Tennessee, par les Nordistes.

SURSAUT FACE A LA DEFAITE, 1864-1865

L'agonie de la Confédération se poursuit à un rythme accéléré. Les défections sont désormais massives et les épidémies gagnent du terrain. La capitulation semble de plus en plus imminente. En février 1864, à la suite du raid avorté du colonel fédéral Dahlgren, dont le but était, entre autres, de libérer les prisonniers de la prison Libby à Richmond, l'idée de mener une action musclée dans le Nord germe dans l'esprit de Benjamin. Elle vise à mettre en place un service d'espionnage au Canada, à effectuer des raids au-delà des grands lacs, de libérer les prisonniers confédérés retenus dans les camps nordistes, à ensuite élargir le cercle de sympathisants sudistes et enfin à saisir des arsenaux militaires afin d'armer tout ce beau monde pour engendrer une révolte et/ou, marcher vers le Sud. Cette machination aurait le mérite de perturber les élections de 1864 et d'aider les démocrates à évincer le président en place. Les raiders pourraient même saborder des ponts et des lignes ferroviaires, et engendrer des soulèvements contre la loi de conscription de Lincoln.

Davis n'est pas très chaud pour ce projet assez insolite mais il demande tout de même à Benjamin de trouver un homme issu de West Point, qui serait capable de mener à bien une telle mission. Aucun officier de bonne réputation ne se porte candidat. Finalement, Benjamin propose un certain Jacob Thompson, ancien gouverneur du Mississippi. Davis accepte avec des réserves car il n'est pas un militaire. On lui attribue une grosse somme d'argent provenant de la vente d'un important lot de coton. Finalement, les efforts de Thompson au Canada n'aboutiront à rien.

PROCLAMATION D'EMANCIPATION DES ESCLAVES

Après l'hiver 1863-1864, Grant attaque en force l'armée de Lee en Virginie tandis que dans le Sud, Sherman tente de détruire l'armée de l'Ouest de Johnston en progressant vers l'est. Grant envoie la cavalerie de Sheridan neutraliser celle de J.E.B. Stuart. A trois contre un, les Confédérés sont écrasés et Stuart est tué durant la campagne de l'Overland.

À la bataille de Spotsylvania, 6 000 soldats nordistes sont mis hors de combat, mais en quelques mois, Grant remplace ses pertes. Il se porte alors devant Petersburg où Lee réussit à l'intercepter. La bataille fait rage pendant le mois de juin 1864 durant lequel l'immense explosion d'un tunnel creusé sous les lignes rebelles est mal exploitée par les belligérants. Fort de son expérience à Vicksburg, Grant assiège Petersburg pendant dix mois.

Pendant ce temps, les 110 000 hommes de Sherman poursuivent les 45 000 soldats de l'armée de Johnston et les deux généraux se retrouvent finalement devant Atlanta. Dans la nuit du 2 septembre, les Sudistes mettent le feu à la ville et Sherman termine leur besogne. Après la déroute du général Hood, la Géorgie est ouverte à Sherman qui se dirige sur Savannah lors de sa fameuse « Marche vers la mer ».

La chute d'Atlanta assure la réélection de Lincoln et pousse Benjamin à une ultime manœuvre : l'envoi du représentant Kenner en Grande-Bretagne pour supplier les Anglais de forcer le blocus fédéral et de prévenir la chute de la Confédération, en contrepartie d'une proclamation de l'abolition de l'esclavage par Davis. Ce plan est risqué et le Congrès, appuyé par Davis, réagit négativement. C'est alors que Lee intervient. Lui seul peut convaincre le président et son gouvernement d'engager des esclaves dans l'armée en échange de leur liberté. Ce projet est délicat. Les politiciens haïssent Davis et encore plus Benjamin. Sans Lee, ils n'ont aucune chance d'aboutir. La position de ce dernier concernant les Noirs dans l'armée est de les assigner aux basses besognes, sans les armer, sauf en cas d'urgence. Si Davis et Benjamin décident de les émanciper, il les soutiendra publiquement.

En Géorgie, Sherman pille à outrance. Le gouverneur de cet État avait jalousement conservé la plupart des richesses matérielles et naturelles que gardaient des troupes venues en renfort, alors que l'armée de Lee était affamée et décimée par la maladie. En novembre 1864, à New York, les Fédéraux répriment habilement les tentatives d'émeutes qui avaient été fomentées par les hommes de Thompson.

Au mois de novembre, afin de briser la réticence des Britanniques à reconnaître la Confédération sudiste aux abois, Davis délivre au Congrès une allocution qui modifie fondamentalement la philosophie de l'institution particulière qui considère un esclave comme un bien. Dorénavant, tout esclave sera considéré comme une personne à part entière et son émancipation tiendra compte des services qu'il a rendus. Davis faisait évidemment référence à une émancipation par étapes et non à un changement brutal. Le succès de la mission de Kenner dépendait maintenant de la réaction concrète de la

Grande-Bretagne à la dernière gageure de la Confédération.

Kenner arrive à Paris où il est reçu par Slidell et Mason. Comme prévu, Mason formule des objections auxquelles Kenner rétorque que les instructions de Benjamin doivent être exécutées à la lettre sinon Mason sera congédié. Comme toujours, la réaction de Napoléon est peu claire et donc prévisible. Pour lui, l'abolition de l'esclavage n'est pas un point important et il soutiendra le Sud si la Grande-Bretagne en fait de même. A Londres, la réponse à Kenner et à Mason est sans équivoque : la Grande-Bretagne ne reconnaîtra pas la Confédération ! Dans ces conditions, Benjamin n'a d'autre alternative que de promouvoir l'entrée de Noirs dans l'armée. Lee écrit alors à Davis que seule une décision immédiate peut encore l'aider.

Les raids de la bande de Thompson ont pour conséquence la promulgation par les États-Unis de l'*Alien Act*, loi qui exige l'expulsion immédiate du Canada des étrangers impliqués dans des actes de guerre. Benjamin met alors un terme à la mission confédérée au Canada.

Le vice-président Alexander Stephens se voit alors confier une tâche pour le moins délicate. Il doit dialoguer avec les représentants du Nord afin d'examiner avec eux les conditions préalables à la cessation des hostilités. Cette approche ne donne aucun résultat, Lincoln exigeant une reddition complète de la Confédération et sa soumission totale aux lois de l'Union.

En mars 1865, le Congrès confédéré vote finalement une loi autorisant le recrutement d'esclaves dans l'armée sudiste. Aucune allusion à une émancipation n'y figure. Quelques recrues sont envoyées dare-dare à Richmond pour y recevoir leur instruction militaire, mais c'était *too little too late*.

LA FUITE

Grant poursuit son harcèlement de Lee devant Petersburg alors que l'évacuation de Richmond devient quasi générale. Les 15 000 Confédérés ne peuvent contenir les 60 000 hommes de Grant. La ligne de front fédérale est infranchissable et Lee est forcé de battre en retraite. Il informe Davis et Benjamin que Richmond n'en n'a plus pour longtemps avant de tomber aux mains de l'ennemi. Benjamin ordonne à son administration de détruire tous les documents confidentiels et fait ses adieux à Alfred Paul, le consul français grâce auquel il avait pu maintenir le contact avec son épouse, Natalie.

Dans la nuit du 2 avril 1865, les membres du gouvernement quittent Richmond pour se rendre à Danville en Virginie, emportant avec eux, sous bonne escorte militaire, les derniers avoirs de la Confédération, soit à peu près 528 000 dollars. Après des combats désespérés, Lee, qui n'a pas reçu les provisions promises par Richmond pour ses soldats affamés, demande un entretien avec Grant pour discuter avec lui des conditions de la capitulation de son armée. Le général nordiste se montre généreux, probablement par estime pour ce grand général : la reddition totale, le libre passage pour ceux qui donnent leur parole de ne pas reprendre les armes, et à la demande explicite du général confédéré, la permission de garder les chevaux. Lee se rend le 9 avril. Grant fait aussitôt envoyer 25 000 rations de nourriture aux soldats sudistes mourants de faim.

L'impact de la reddition de Lee a un effet dévastateur sur le cabinet confédéré qui fait alors route vers Greensboro où se tient un conseil de guerre avec les généraux Beauregard et Johnston qui commandent encore une armée d'environ 25 000 hommes opposés aux 350 000 soldats de l'Union. Davis, soutenu dans un premier temps par Benjamin, veut à tout prix tenir et poursuivre la guerre à partir du Texas. Quelques jours

plus tard, Benjamin l'informe qu'il s'agit là d'une grande illusion et qu'il faut négocier une capitulation honorable.

Le 14 avril 1865, Vendredi saint, juste après l'arrivée de la colonne de fuyards à Charlotte en Caroline du Nord, Lincoln est assassiné. Comme le secrétaire d'État Seward avait également été attaqué et gravement blessé le même soir, le Nord a tout intérêt à y voir une conspiration sudiste, et non le complot de quelques individus. En cas de preuve, le gouvernement fédéral pouvait ainsi réclamer l'extradition des leaders rebelles des pays où ils auraient fui. Comme la suite le prouvera dans le cas spécifique de Benjamin, il se retrouvera dans une situation précaire en Grande-Bretagne. Ce dernier sait que dans l'hystérie de l'après-guerre, un procès équitable ne sera pas de mise. De plus, la presse et les ragots exploitent à outrance le parallèle entre la mort de Lincoln, le Vendredi saint, et celle du Christ, le samedi de Pâques. Dans ces conditions, en tant que Juif et en cas de capture, il n'a aucune chance de s'en sortir vivant. S'évader est donc l'unique option et la seule issue possible grâce à sa nationalité britannique.

Entre le 13 et le 18 avril, les généraux Sherman et Johnston discutent des conditions de la capitulation de la dernière armée confédérée. Celles-ci sont généreuses, probablement parce que Sherman ignore le climat de haine et de revanche qui s'est installé à Washington. Johnston se rend le jour même où John Wilkes Booth, l'assassin présumé de Lincoln, est abattu en Virginie.

Les membres du cabinet confédéré proposent de se séparer. Davis décide de continuer vers le Texas et Benjamin de rejoindre la Floride d'où il tentera de s'embarquer pour les îles des Caraïbes. Sur place, il donnera ses dernières instructions à ses agents à l'étranger. Il rejoindra alors Davis au Texas via Matamoros au Mexique selon le plan défini par le cabinet. Cependant, celui-ci rejette le projet de Davis de continuer les hostilités à partir du sud-ouest, argumentant que le pays était complètement exsangue et n'avait plus les moyens de prolonger la guerre. Confronté à la dure réalité, le président ne peut que se rallier à l'avis général de ses ministres.

L'or de la trésorerie confédérée est partagé comme suit : une partie pour payer les hommes de l'armée de Johnston, une autre pour les militaires accompagnant le train des fuyards, une petite somme pour Davis et le reste pour les membres du gouvernement en cavale. Ces derniers se séparent alors. Trois membres s'en vont avec leur famille. Davis part à cheval. Comme il n'était ni militaire ni bon cavalier, Benjamin voyage dans une ambulance, se faisant passer pour un Français du nom de Monsieur Bonfals et prétendant parler mal l'anglais. Pendant qu'il poursuit sa route à travers la Floride, il apprend par un soldat que Davis a été capturé. Entre-temps, les comploteurs de l'assassinat de Lincoln sont jugés et pendus, y compris la mère de l'un d'eux, Mary Surratt - la première femme à être pendue dans l'histoire des États-Unis - alors qu'il n'y avait aucune preuve tangible de sa participation dans cette affaire.

Benjamin sait que les soldats fédéraux sont à sa recherche. Il voyage donc la nuit et se cache le jour. Il y a à ce sujet une anecdote plutôt amusante. A un moment donné, ne sachant plus quelle route prendre, il s'arrête pour se reposer quelques instants. Il s'endort et dans un rêve, il entend quelqu'un crier *Hi for Jeff* (Hourra pour Jeff). Il se réveille en sursaut et voit un perroquet parmi d'autres oiseaux, puis il se rend compte qu'il appartient à un sympathisant sudiste. Il jette alors une pierre dans la direction du perroquet qui s'envole vers une plantation. Benjamin y trouve un accueil chaleureux, ce qui lui permet de se reposer, de reprendre des forces et de planifier la suite des événements. Cependant, la maison est régulièrement inspectée par des patrouilles fédérales et, lors d'une de leurs fouilles, il doit se cacher dans des buissons tout proches. Parmi les sympathisants sudistes se trouve un officier confédéré qui lui conseille de

prendre un bateau et de longer la côte afin d'éviter les patrouilles terrestres.

Lors de chaque contrôle du navire sur lequel il s'embarque, il se fait passer pour le cuisinier de l'équipage grâce à son embonpoint. Un jour, un soldat lui fait quand même remarquer que c'était bien la première fois qu'il voyait un chef juif. Finalement, Benjamin arrive dans les Keys de la Floride et parvient à rejoindre Bimini à bord d'une embarcation qui prend l'eau. Sa traversée vers Nassau et La Havane sera également émaillée de nombreuses péripéties. Par contre, son voyage vers Southampton se déroule sans histoire. À son arrivée en Grande-Bretagne, il se retrouve sans le sou. L'or qu'il avait emporté avec lui avait servi à payer son voyage, les pots-de-vin et les sauf-conduits. Benjamin devient rapidement un personnage emblématique dans tout le Sud, car, bien que fauché et fatigué, il était déterminé à survivre et à commencer une nouvelle vie.

RESCAPÉ DE LA CAUSE PERDUE

ÉTUDIANT EN DROIT ET AVOCAT À LA COUR DE CASSATION

Dès 1815, les Juifs de Grande-Bretagne avaient été libérés de toutes sortes de contraintes, hormis la représentation politique, être membre d'un conseil municipal ou d'un parlement et être employé par la Couronne. En 1847, Londres élit le banquier Lionel Rothschild en qualité de parlementaire à la Chambre des Communes. Comme ce dernier refuse de prêter serment en tant que chrétien, il ne peut siéger à la Chambre. Cette mascarade se poursuit pendant dix ans, Rothschild étant chaque fois réélu mais ne pouvant siéger car non assermenté. En 1871, soit six ans après que Benjamin eut débarqué en Grande-Bretagne, le Parlement autorise finalement les universités d'Oxford et de Cambridge à délivrer des diplômes aux Juifs.

Dès son arrivée, Benjamin se rend immédiatement Londres afin de liquider la légation consulaire confédérée de Mason. Il gagne ensuite à Paris pour rejoindre sa femme et sa fille qu'il n'a plus vues depuis cinq ans. Ses amis le supplient de rester à Paris et Slidell propose de le mettre en relation avec des banquiers afin d'obtenir un poste honorable et lucratif. Benjamin décline cependant cette offre. Il préfère l'indépendance du barreau, surtout celui de Londres. De là, il peut s'occuper d'affaires dans le Nord et plus spécifiquement à Liverpool qui abrite non seulement un grand nombre de sympathisants à la cause sudiste, mais surtout des sociétés maritimes et des institutions mercantiles. Les propriétaires de ces dernières ont en majorité soutenu le Sud pendant la guerre et connaissent bien Benjamin, ou du moins sa réputation d'avocat international dont les services seront certainement appréciés. En plus, Benjamin sait qu'en travaillant pour une institution bancaire internationale, les États-Unis garderont toujours un œil sur lui et le secrétaire d'État Seward ne manquera pas de faire pression sur ses patrons pour le surveiller, entraver ses fonctions, l'évincer des négociations et même le licencier en usant de sombres magouilles. En revanche, en tant qu'avocat, il peut garder son indépendance en travaillant durement et se faire une clientèle pour gagner correctement sa vie. Davis lui donne un coup de pouce en reprenant aussitôt contact avec ses anciens partenaires à La Nouvelle-Orléans.

Benjamin avait également une autre raison pour déclinier l'offre de Slidell. Il avait vécu séparé de son épouse pendant vingt et un ans, excepté lors de son aventure désastreuse à Washington. Les infidélités de madame Natalie étaient connues de tous, dans le Sud comme à la cour de Napoléon III où elle n'avait pas la réputation d'être une dame de grande moralité. A Paris, elle est assez loin pour ne pas l'humilier mais assez

proche pour lui rendre visite quand cela lui convient.

Benjamin commence à étudier le droit britannique à la *Lincoln's Inn*, une institution qui contrôle la pratique d'avocat et requiert trois ans d'études avant d'être admis au barreau. Durant son temps libre, il se crée de nouvelles relations. Son but est d'étudier pendant un an et de demander ensuite une admission spéciale plutôt qu'immédiate, qui l'obligerait à rester en attente durant trois ans. Cela lui permettra de mettre à jour ses connaissances, d'approfondir les subtilités des lois et de se familiariser avec les coutumes et les institutions du système législatif britannique. Il gagne chichement sa vie en écrivant un article de fond par semaine dans un journal londonien. Il aurait pu devenir éditorialiste de ce journal mais cela ne lui aurait pas permis de poursuivre convenablement ses études. Quinquagénaire avec un certain embonpoint, il vit de façon modeste. Les détails de sa vie durant cette période nous sont connus de par ses lettres à des amis et non à sa famille.

Benjamin fait alors un stage au cabinet de Charles Pollock, un important bureau d'avocats en droit mercantile. Son patron, âgé de 83 ans, avait persuadé son fils de le prendre le nouveau venu en charge bien qu'il eût déjà accepté deux autres aspirants au barreau. La première affaire que Judah doit traiter concerne le droit de fouille par la police des suspects appréhendés avant leur procès. Celle-ci est bien moins complexe que l'affaire du *Trent* dont il s'était occupé pendant la guerre. Son charisme qui avait séduit lors de ses débuts à La Nouvelle-Orléans et à Washington produit des effets semblables en Angleterre. Il devient bientôt un bon ami de la famille Pollock et, après six mois de stage et grâce à l'influence de son nouveau cercle de relations, le conseil du barreau le dispense de la période réglementaire d'apprentissage de trois ans, car il s'agit d'une *situation exceptionnelle d'exilé politique, mais de nationalité britannique*.

Au-delà de la défaite du Sud, la chasse aux sorcières se poursuit tambour battant. Les États-Unis élaborent divers plans pour appréhender Benjamin et surtout l'impliquer dans le meurtre de Lincoln, la tentative d'assassinat de Seward et la fuite du Vatican de John Surratt qui, plus tard, sera capturé en Egypte. Ils souhaitent tout au moins l'auditionner lors du procès de John Surratt, qui se solde finalement par un non-lieu. Ces poursuites orchestrées par Seward ne mènent finalement à rien.

Trois ans plus tard, Surratt donne une conférence de presse dans un palais de justice où il explique en long et en large sa participation à une cabale visant à enlever le président Lincoln. Il précise que, quelques jours avant la chute de Richmond, il avait reçu de Benjamin 200 dollars pour faire parvenir certains documents officiels au général Edwin Lee au Canada. Il souligne que cette somme était la seule qui lui avait été remise. Par contre, il est établi que, depuis la mort de Lincoln jusqu'au procès de 1867 et la déclaration de Surratt en 1870, Benjamin était dans le flou le plus complet concernant les accusations de sa complicité dans l'assassinat de Lincoln et la tentative de meurtre de Seward.

L'ascension de Benjamin au barreau londonien n'est pas immédiate. Il doit entretenir des relations, intéresser une clientèle, soigner sa notoriété, etc. Il travaille sans relâche, se forgeant petit à petit une réputation d'avocat capable d'aboutir dans des dossiers complexes en un minimum de temps et avec une parfaite précision. Il se dépense sans compter et sait qu'il doit convaincre par des performances et des résultats, et non en faisant valoir sa vie politique antérieure. Sa notoriété croît et il remporte des succès auprès des cours et tribunaux, à un point tel que le réputé *American Law Review* d'octobre 1866 mentionne son nom dans ses colonnes. Comme il l'avait fait lors de ses débuts à La Nouvelle-Orléans, il comprend rapidement qu'il est impératif d'entamer l'étude comparative et compréhensive des lois sur les ventes et les achats de biens en

Europe et en Amérique. Cette matière est d'une importance majeure pour les Américains, les Français et les Britanniques. Finalement, son *Treatise on the Law of Sale of Personal Property with reference to the American decisions, the French Code and Civil Law*, qui voit le jour en août 1868, est un succès immédiat qui deviendra un classique sous le nom de *Benjamin on Sales* et constituera un outil indispensable aux avocats de Grande-Bretagne.

Cet ouvrage marque un tournant dans la carrière de Benjamin, ce qui lui vaut non seulement d'être admiré, mais surtout comme il l'avait espéré, des clients aisés et fortunés. Son mentor, Pollock, ne manque pas de mettre en exergue l'avantage dont il bénéficie par rapport à ses confrères britanniques. Grâce à sa formation juridique en Louisiane, la législation qu'il préconisait dans son ouvrage trouvait son origine dans le code justinien et serait par la suite adoptée par les pays européens et incorporée dans les codes napoléoniens. Cela lui donne également un avantage certain lors de procès relatifs aux colonies anglaises qui auparavant avaient été françaises. De plus, comme ancien avocat américain, il peut entrevoir une perspective plus large du fait que les métiers d'avoué et d'avocat ne sont pas distincts comme ils le sont en Grande-Bretagne. Sa notoriété professionnelle devient telle qu'en août 1872, il devient membre de la *Queen's Counsel*, l'équivalent d'avocat auprès la Cour de cassation en Belgique, une promotion inouïe, pour ne pas dire inconcevable pour un juriste de formation américaine.

Entre-temps, les États-Unis tentent toujours d'établir la preuve que Benjamin et Davis étaient impliqués dans l'assassinat de Lincoln. Cette tentative n'est pas couronnée de succès malgré les manipulations de témoignages, les documents falsifiés et autres intrigues mensongères. Un an après son arrestation, Davis est toujours incarcéré. Le gouvernement modifie la qualification de l'inculpation de meurtre en celle de trahison, ce qui implique une citation devant une cour civile et non une cour pénale. En tout état de cause, le fait de remettre les pieds sur le sol américain provoquerait l'arrestation et l'incarcération immédiate de Benjamin.

À la suite de nombreuses interventions dont celle d'Horace Greeley, le journaliste influent du *New York Tribune* qui avait écrit un éditorial du genre *J'accuse*, Davis est présenté devant un tribunal civil de Richmond. Il est libéré moyennant le paiement d'une caution de 100 000 dollars que règlent immédiatement un certain nombre de personnes réputées dont Gerrit Smith, Horace Greeley et un représentant de Cornelius Vanderbilt. L'affaire Davis devait être entendue en mai 1868, mais elle fut postposée parce que la position du président Andrew Johnson était devenue délicate à la suite de la procédure de destitution entamée à son encontre et du fait que le tribunal avait mis en exergue que, selon la constitution, une « sécession » n'était pas considérée comme une « trahison. » Le procès de Davis tourne au ridicule, surtout pour Stanton et le président Johnson. De plus, les radicaux commencent à avoir de sérieux doutes quant au rôle joué par le président Johnson dans l'assassinat de Lincoln, lui qui fut l'un des seuls à bénéficier de sa disparition.

Dans sa quête pour trouver un nouvel emploi, Jefferson Davis se tourne à son tour vers la Grande-Bretagne où l'attend une offre à Liverpool. En août 1868, Davis et son épouse Varina retrouvent Benjamin à Londres et plus tard à Paris où ils rendent visite à Slidell. En automne de la même année, Ulysses Grant est élu nouveau président. Le jour de Noël, Johnson décrète une amnistie générale. Davis est donc libre, mais il est exclu des amnisties de 1872 et 1876 et ne récupérera jamais sa citoyenneté. Les efforts de Davis pour trouver un emploi en Grande-Bretagne se soldent par un échec et il retourne aux États-Unis.

AVOCAT BRITANNIQUE DE L'AMÉRIQUE

La réputation de Benjamin en tant qu'avocat ne cesse de croître. En 1869, à Londres, il défend l'agent confédéré Colin McRae lors d'un procès intenté par les États-Unis en vue de récupérer des sommes et des biens qui auraient appartenu aux États-Unis et non à « la soi-disant Confédération ». Il s'agit de l'affaire *United States versus McRae* où le gouvernement fédéral tente de recouvrer les fonds qui auraient été prêtés par des étrangers en Angleterre et en France. Après une défense digne des meilleurs plaidoiries de Benjamin au Sénat américain, et alors que le palais de justice est rempli de badauds, l'affaire est rondement bouclée et la demande des États-Unis déboutée.

Son renom devient tel que lors de ses plaidoiries à la Chambre des lords, les avocats s'impatientent devant la longueur des débats. Fidèle à sa technique, Benjamin commence toujours par donner son point de vue sur un aspect de l'affaire avant de procéder à l'analyse du pourquoi et du comment. Un jour, alors qu'il entend le président de la Chambre murmurer « aucun sens », il coupe court à son exposé, range ses papiers dans son dossier, tire sa révérence aux membres de l'assemblée en disant *This is my case, my Lords*, puis s'en va calmement. Le lendemain, alors qu'un de ses collaborateurs monte au prétoire, le président présente publiquement ses excuses pour les remarques inappropriées de la veille, après quoi Benjamin reprend sa plaidoirie. Il avait marqué le point avec audace ; son honneur de plaideur était bien plus important que l'issue d'un procès. *Pour pouvoir convaincre, il faut d'abord pouvoir se faire respecter*, disait-il.

Finalement, son acharnement au travail devient payant. Il en arrive au point où, au prix fort, il ne traite que des procès devant la Chambre des lords ou devant *The Judicial Committee of the Privy Council* où les magistrats ne jugent que de cas concernant l'ensemble de l'empire britannique. Son habileté dans les affaires diplomatiques, sa maîtrise des langues française et espagnole ainsi que sa connaissance de lois et usages d'autres pays le démarquent de ses confrères. Entre 1872 et 1882, il s'occupe de non moins de 136 dossiers de grande importance législative ou impliquant des intérêts financiers non négligeables (entre autres le cas du capitaine allemand Keyn du navire *Franconia*). Un correspondant du journal *The Commercial* à Cincinnati écrivit qu'il était le champion des « causes perdues », peut-être parce que son expérience de la Confédération l'avait amené à dénouer des affaires plutôt désespérées. Benjamin était devenu un cas unique au XIX^e siècle, celui d'un Américain au plus haut de sa profession en Grande-Bretagne, qui avait reçu sa formation et gagné son expérience dans les tribunaux et cours américains !

En 1873, âgé de 62 ans, Benjamin commence à envisager sa retraite. En réalité, ses lettres à sa sœur et à ses nièces à La Nouvelle-Orléans révèlent qu'il s'était senti très seul à Londres dans son combat pour se refaire une vie nouvelle. En septembre 1874, sa fille âgée de 30 ans se marie avec le capitaine Henri de Bousignac en l'église de St. Pierre de Chaillot à Paris. Benjamin est très heureux de ce choix, estimant que son futur gendre, un ingénieur de l'artillerie, est l'un des militaires les plus prometteurs de l'armée française. Il n'a que des louanges pour la belle-famille de sa fille. En prévision de sa retraite, il fait bâtir une grande maison de trois étages avec un impressionnant escalier central au 41 Avenue d'Iéna à Paris. Cette demeure deviendra plus tard la résidence d'un membre de la famille Rothschild. Elle n'existe plus aujourd'hui et a été remplacée par un building à appartements. Benjamin commence aussi à préférer les bonnes choses de la vie au travail ardu. Il fréquente davantage la haute société londonienne. En 1880, las du climat pluvieux de l'Angleterre, sa maison parisienne enfin achevée, il décide de quitter Londres.

PARIS, L'OUBLI DE L'HISTOIRE

Cette même année 1880, la popularité de Benjamin le pousse à se présenter aux élections en Grande-Bretagne mais il refuse catégoriquement. Il ne veut plus être mêlé à la vie politique, d'autant plus que ses opposants le confronteraient certainement avec certains aspects de son passé. En mai, il fait une chute en sautant d'un tramway en marche. Il se fracture l'épaule et le bras ; ses médecins l'informent qu'il ne s'en remettra pas complètement et il reçoit le conseil de boire un verre de cognac trois fois par jour afin de réduire quelque peu la souffrance. Cependant, se retirer des affaires n'est pas une chose facile même si sa condition physique se dégrade. A la Noël 1882, il est frappé par une crise cardiaque provoquée par un diabète qui le maintient au lit et le force à la retraite. Cette situation est rapportée dans tous les journaux londoniens.

Avant son départ pour Paris, qu'il espérait discret et sans dîner d'adieu, le barreau anglais lui fait la surprise d'organiser un banquet à la Cour de cassation, où participent les membres de la haute magistrature de Grande-Bretagne ainsi que les dignitaires des barreaux. La retraite d'un avocat, aussi important et notoire fut-il, n'avait jamais été honorée publiquement de la sorte.

Benjamin déménage donc à Paris. Il refuse toute idée d'une biographie et demande à son exécuteur testamentaire de détruire tous les documents le concernant *car ils ne rapporteraient que des ennuis*. On ne parle que français à la maison car Natalie et sa fille peuvent à peine converser en anglais. Judah passe énormément de temps à se remémorer le circuit qu'il a parcouru depuis La Nouvelle-Orléans et qui s'est bouclé par son retour en Europe, après que les générations passées de sa famille en furent chassées.

Benjamin meurt le 6 mai 1884, à l'âge de 73 ans, dans sa maison parisienne, après avoir reçu les derniers sacrements d'un prêtre catholique convoqué par sa femme. La messe d'enterrement a lieu dans l'église où il avait marié sa fille. Natalie le fait inhumer au cimetière du Père-Lachaise, dans la crypte des familles de St. Martin et de Bousignac. Sur sa pierre tombale est gravé *Philippe Benjamin*, le prénom par lequel elle l'appelait communément et non *Judah*.

Le Père-Lachaise, bâti sur une colline bien connue, loin des risques d'inondation de la Seine, n'a rien de commun avec les cimetières américains construits dans des cadres verdoyants. Il ressemble étrangement aux cimetières de La Nouvelle-Orléans, où les tombes sont surélevées à cause des crues du Mississipi. Benjamin repose donc dans un environnement presque familial.

En 1938, le chapitre parisien de l'association des *United Daughters of the Confederacy* apposa une plaque commémorative afin d'identifier correctement l'endroit où repose l'homme que l'histoire avait quasiment oubliée. On peut y lire : *Judah Philip Benjamin, Secretary of State of the Confederate States of America*.

* * *

BIBLIOGRAPHIE

- *J.P. Benjamin, The Jewish Confederate*, Eli N. Evans – The Free Press, 1989
- *J.P. Benjamin, Confederate Statesman*, Robert Douthat Meade – Arno Press, 1975
- *Judah Benjamin*, Pierce Butler – G.W. Jacobs, 1906
- *Team of Rivals*, Doris Kearns Goodwin – Simon & Schuster, 2005
- *The Civil War Day by Day*, E.B. Long – Da Capo Press, 1985